



INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES

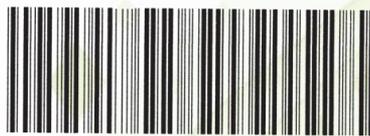
ISH

ETUDES MALIENNES

NUMERO SPECIAL

N° 89

REVUE SEMESTRIELLE N°89/DECEMBRE 2020 - ISH



ISSN 0378-2034



Actes du colloque :

« conflits armés et insécurité dans le Sahel ouest-africain : Défis et implications pour la recherche et l'éducation »

Coordonnés par : Dr Maria Grosz-Ngaté & Dr Boubacar Haidara

ETUDES MALIENNES

COMITE D'HONNEUR

Pr Adame Bâ KONARE, Bamako- Mali
Dr Kléna SANOGO, Bamako- Mali
Pr Issa N'DIAYE, Bamako- Mali
Pr Samba DIALLO, Bamako- Mali
Dr Paul GUINDO, Bamako- Mali

COMITE SCIENTIFIQUE

¹Le Comité scientifique du colloque était composé des membres ci-dessous :

Dr Daouda Kéita, Président ; Directeur-Musée National, et Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako

Dr Baba Coulibaly, Directeur de l'Institut des Sciences Humaines de Bamako

Dr Maria Grosz-Ngaté, African Studies Program, Indiana University Bloomington / Wuerzburg, Allemagne

Dr Boubacar Haïdara, LAM, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, chercheur associé ; et Faculté des Sciences Sociales, Université de Ségou

Dr Franz Kogelmann, Institut für Afrikastudien, Universität Bayreuth, Allemagne

Dr Moussa Sow, Directeur de recherche, Institut des Sciences Humaines de Bamako

Dr Mamoutou Karamoko Tounkara, Chef du département de sociologie, Faculté des Sciences Sociales, Université de Ségou.

REDACTEUR EN CHEF

- Dr Baba COULIBALY

MEMBRES

- Dr Facoh Donki DIARRA
- Dr Boubacar TOGOLA
- M. Moctar KONE
- Mme Koniba dite Marie SANOGO

Table des matières

Introduction.....	4
L'insécurité au Sahel ; comment gérer la proximité ? Ousmane SY	10
Leçons tirées de quelques expériences de terrain à l'Institut des Sciences Humaines par temps de crise sécuritaire. Baba COULIBALY	15
Le terrorisme, l'anthropologie sociale et l'éthique. Ludovic Ouhonyioué KIBORA	23
Chercheurs internationaux et locaux face aux défis sécuritaires : sous quelle(s) forme(s) peut-on encore faire la recherche dans le septentrion malien ? Boubacar HAIDARA, Mamoutou K TOUNKARA	
Quel impact de l'insécurité au Sahel sur les publications en sciences humaines et sociales ? Le bilan 2000 – 2018 d' <i>Afrique Contemporaine</i> et de <i>Politique Africaine</i> . Christian BOUQUET	48
Les défis liés à la recherche scientifique dans le contexte de la crise sécuritaire et de gouvernance au Mali à partir de 2012. Amadou TRAORE, Djibrilla A. CISSE	62
Le travail en équipe en zone rouge : opportunités méthodologiques et épistémologique des recherches de terrain au Burkina Faso et au Mali. Sten HAGBERG	72
Les avatars de la recherche géographique en milieu sahélien exposé à l'insécurité : témoignage à partir de deux études réalisées respectivement à Diffa (est du Niger) et à Ayorou (ouest du Niger). Abdou BONTIANTI	84
Enquête sur un conflit latent dans l'interfluve du cercle de Macina : le cas d'une pêcherie disputée entre les villages de Mèrou et de Konkonkourou. Fatoumata CAMARA	102
Terrain sensible et extrémisme violent au centre du Mali. Aly TOUNKARA	115
L'université de Ségou face aux défis des conflits armés et de l'insécurité dans les régions de Mopti et de Ségou. Soumaïla OULALE	124
Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de recherche sur les mutations sociales et foncières en zone Office du Niger par temps de crise sécuritaire : quelles stratégies d'intervention ? Baba COULIBALY	138
Les recherches doctorales dans la crise sécuritaire malienne : les impacts sur le temps et le financement des doctorants. Balla DIARRA	140
Les recherches en sciences juridiques et politiques dans le contexte de crise sécuritaire au Mali : question épistémologiques, problèmes et perspectives- un regard à partir d'expériences personnelles. Amadou KEITA	142

Introduction :

Auteurs :

Maria Grosz-Ngaté, African Studies Program, Indiana University Bloomington.

& **Boubacar Haïdara**, chercheur associé au laboratoire LAM (Les Afriques dans le Monde) de Science Po Bordeaux ; chargé de cours à l'Université de Ségou, Mali.

L'insurrection djihadiste dans le nord du Mali, ses origines et sa propagation dans la sous-région, ainsi que la crise politique persistante et l'insécurité qui en découle ont été largement analysées et discutées dans le domaine politique, dans les médias publics et dans diverses publications universitaires. Toutefois, les implications de cette crise pour la recherche et l'enseignement supérieur ont fait l'objet d'une attention nettement moindre. Cette négligence a incité plusieurs chercheurs au Mali et en Allemagne à demander un financement à la Fondation Thyssen et à l'Alliance bavaroise pour la recherche afin d'organiser une conférence sur le thème de ce numéro spécial à l'Institut des Sciences Humaines (ISH) de Bamako.

Les subventions des deux institutions, complétées par le soutien de l'ISH et de l'Institut d'études africaines de l'Université de Bayreuth (Allemagne), ont permis à des chercheurs du Mali, du Burkina Faso, du Niger, de la France, de l'Allemagne et de la Suède de se réunir du 1er au 4 octobre 2019 pour discuter des problèmes liés à l'insécurité prolongée pour la recherche et l'éducation au Mali et dans les pays voisins du Sahel ouest-africain. Après les mots de bienvenue du directeur de l'ISH, Baba Coulibaly, et du président du Comité scientifique¹, le Dr Daouda Keïta, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Pr Mahamoudou Famanta, a ouvert le colloque. Tout au long du programme, chacun des conférenciers plénières, des panélistes invités, et des participants à la table ronde, ont présenté des discours et engagé dans des discussions animées avec le public. Le dernier jour du programme était consacré à un atelier à l'attention des doctorants et des jeunes chercheurs, intitulé « Comment faire la recherche de terrain en temps de crise », dirigé par le professeur Sten Hagberg (Uppsala) et Bintou Koné (ISH), s'appuyant sur dix ans de collaboration de recherche au Burkina Faso et au Mali.

¹Le Comité scientifique du colloque était composé des membres ci-dessous :

Dr Daouda Kéïta, Président ; Directeur-Musée National, et Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako

Dr Baba Coulibaly, Directeur de l'Institut des Sciences Humaines de Bamako

Dr Maria Grosz-Ngaté, African Studies Program, Indiana University Bloomington / Wuerzburg, Allemagne

Dr Boubacar Haïdara, LAM, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, chercheur associé ; et Faculté des Sciences Sociales, Université de Ségou

Dr Franz Kogelmann, Institut für Afrikastudien, Universität Bayreuth, Allemagne

Dr Moussa Sow, Directeur de recherche, Institut des Sciences Humaines de Bamako

Dr Mamoutou Karamoko Tounkara, Chef du département de sociologie, Faculté des Sciences Sociales, Université de Ségou.

Le conférencier d'honneur Dr Ousmane Sy, ancien ministre malien de l'administration territoriale et des collectivités locales, a donné un cadre plus large au colloque en plaçant les conflits armés et l'insécurité au Sahel dans le contexte de l'inégalité entre pays riches et pays pauvres, aggravée par la mondialisation néolibérale, et de la crise de la gouvernance.

Les États faibles ne seraient ainsi pas en mesure de répondre aux besoins de leurs populations, ce qui entraîne une méfiance à l'égard du gouvernement et sape la légitimité de l'État. L'aide bien intentionnée et les discours paternalistes de la « communauté internationale » ne ferait pas de réelle différence tant que la relation entre l'État et les populations ne change pas. Apporter des changements impliquerait de reconstruire la gouvernance démocratique sur la base des réalités locales et des valeurs culturelles sans pour autant nier les nouvelles légitimités conférées par les urnes. Pour M. Sy, la décentralisation devrait permettre à l'État post-colonial africain de reconstruire sa légitimité par le bas. Une décentralisation de la gestion des questions sécuritaires devrait également être au cœur de la stratégie de reconstruction de la paix et de la sécurité.

Dans son discours **Baba Coulibaly** explique comment le travail d'une institution nationale de recherche en sciences humaines et sociales, historiquement dédiée à la recherche sur des thèmes en résonance avec les préoccupations et les priorités nationales, a été perturbé par la crise de sécurité. Avec des projets développés et réalisés par des équipes de chercheurs, souvent en partenariat avec d'autres institutions ou organisations, l'incapacité à mener des recherches dans de vastes régions du pays affecte la vie de l'institution et pas seulement le travail et la carrière d'un chercheur individuel. Il donne des exemples de plusieurs projets compromis par l'insécurité, ainsi que la manière dont les chercheurs de l'ISH ont réagi aux nouvelles exigences de la situation, en réorientant certains projets et en suspendant d'autres.

La manière dont les projets de l'ISH ont été compromis par l'insécurité démontre les dilemmes auxquels sont confrontés les spécialistes régionaux des sciences humaines et sociales de manière plus générale, lorsque leurs terrains de recherche deviennent inaccessibles. Les questions méthodologiques, épistémologiques, éthiques et pédagogiques que cela soulève ont été abordées par les panélistes et les participants à la table ronde, qui ont apporté différents points de vue. En commençant par les panélistes qui se concentrent sur des questions plus larges liées à la recherche, nous mettrons en lumière les points clés et montrerons les synergies entre les différentes contributions et leur complémentarité.

Ludovic Kibora aborde la nécessité de repenser les pratiques de recherche depuis sa position d'anthropologue en soulevant des questions sur le terrorisme, l'éthique et l'implication des chercheurs dans la promotion de la paix. Après avoir affirmé que le terrorisme est contraire à l'éthique même si les actes terroristes sont souvent l'expression du désespoir, il analyse les causes sous-jacentes et les conditions favorables du terrorisme au Burkina Faso comme base pour le combattre. Son identification d'une discordance entre les logiques des structures sociopolitiques historiques et l'État-nation contemporain recoupe l'appel d'Ousmane Sy à reconstruire la gouvernance démocratique sur la base des valeurs et des réalités locales. Les chercheurs peuvent contribuer à ce processus en élaborant des programmes d'études et de nouveaux matériels pédagogiques. En outre, leur analyse des situations de conflit peut fournir des explications pour des champs possibles de l'action publique. Plus fondamentalement, il soutient que nous devons non seulement répondre aux conflits et à l'insécurité en adaptant nos méthodologies, mais aussi en menant des recherches sur les sujets qui émergent de cette situation.

Le manque de recherche et de réflexion scientifique sur ces sujets constitue le point de départ de **Boubacar Haidara** et **Mamoutou Tounkara** : Des questions cruciales ne peuvent être abordées lorsque des domaines jugés « sensibles » ou « difficiles » sont abandonnés par les chercheurs et que les connaissances qui circulent sont sujettes à la désinformation car ils ne proviennent que de sources de seconde main ou d'acteurs politiques et militaires. Haidara et Tounkara soulignent que la recherche ne doit pas s'arrêter lorsque les chercheurs du Nord interrompent leurs travaux parce qu'ils craignent pour leur sécurité personnelle, ne peuvent obtenir de financement et/ou ne reçoivent pas la permission de leurs institutions. En donnant des exemples, ils affirment que les chercheurs locaux pourraient continuer à mener des recherches dans de nombreux cas parce que les risques ne sont pas les mêmes pour eux. Pourtant, ils risquent de ne pas pouvoir le faire si leur soutien financier provient d'institutions du Nord qui bloquent le financement de toutes les recherches menées dans ce qu'on appelle les "zones rouges". Les partenariats de recherche pourraient être une manière de sortir de ce dilemme si les bailleurs de fonds adoptaient une approche plus nuancée et permettaient la participation différenciée des chercheurs du Sud et du Nord² Des recherches conjointes offrirait également des regards croisés sur les problèmes étudiés.

²La présentation de Daouda Kéita *Les conséquences de la crise de 2012 sur les recherches archéologiques au Mali*, qui n'a pas pu être incluse parmi les textes rassemblés ici, a fourni un exemple de projet où le financement n'a pas été retiré et où les partenaires maliens ont pris en charge le projet.

Christian Bouquet offre une première réponse à la question de Haidara et Tounkara concernant l'impact de la crise sécuritaire sur la quantité de production scientifique ainsi que les sources des publications qui paraissent. A travers une analyse des publications centrées sur les Etats du G5 Sahel dans les revues *Politique Africaine* et *Afrique Contemporaine* de 2000 à 2018, il confirme ce que l'on pouvait soupçonner, à savoir que les publications ont effectivement diminué même si l'insécurité pourrait ne pas être la seule raison. De plus, il constate que les publications qui paraissent s'appuient de moins en moins sur la recherche de terrain. Une de ses questions de conclusion est pertinente non seulement par rapport au thème de notre symposium mais plus généralement pour nous tous en tant que chercheurs en sciences sociales et humaines : ... *quelle était, avant 2013, la « valeur ajoutée » des recherches en sciences humaines et sociales dans la connaissance et/ou la prévention des conflits ? Lorsque celle-ci était avérée, notamment du fait de la pratique assidue du terrain, était-elle prise en compte par les politiques ?*

Amadou Traoré et **Djibrilla Cissé** s'intéressent également à l'impact de l'insécurité sur la recherche au Mali et à la meilleure façon de relever ce défi, mais ils l'examinent dans le contexte de l'état actuel de la recherche et de la gouvernance au Mali. Ils notent qu'avec des résultats de recherche déjà faibles en raison d'un environnement institutionnel, politique et fiscal défavorable, la crise sécuritaire limite encore plus la recherche lorsque de vastes régions du pays deviennent inaccessibles, les terroristes profitant de l'absence de gouvernement. L'action militaire seule n'a pas permis de rétablir la paix et doit être liée au développement et à la reconstruction de la démocratie. Des recherches multidisciplinaires qui facilite le développement socio-économique et qui sont liées à l'action publique contribuerait à la fois à la paix et au développement de la recherche. Les nouvelles technologies de communication peuvent atténuer le manque d'accès physique et rendre certaines recherches possibles.

Sten Hagberg se concentre sur la recherche en équipe comme stratégie de recherche privilégiée. S'appuyant sur des années d'expérience au Burkina Faso et au Mali, il explique en détail comment elle peut être adaptée à des conditions dangereuses, les questions éthiques qui se posent, ainsi que les contraintes et les défis qu'elle pose. Il poursuit par des réflexions sur les défis épistémologiques de la recherche en équipe et sur la manière dont ses équipes les ont résolus.³ À ces deux niveaux, la contribution offre une feuille de route pour la recherche en équipe dans des conditions d'insécurité qui peut être discutée et adaptée plus largement.

³Dans sa contribution à la conférence *Recherches Anthropologiques au Sahara en période de turbulences : Défis méthodologiques et éthiques*, qui n'a pas pu être incluse parmi les textes rassemblés ici, Georg Klute a abordé des questions parallèles qui se posent aux chercheurs du Sahara nigérien et malien.

Les panélistes Abdou Bontianti, Fatoumata Camara et Aly Tounkara présentent des études de cas de leurs recherches dans des régions du Sahel où l'insécurité règne depuis 2012. Ils se concentrent sur les différentes dimensions de l'insécurité, y compris les défis auxquels ils ont été confrontés, la manière dont ils y ont répondues et les connaissances acquises au cours du processus.⁴ Bien qu'il y ait des convergences entre les différentes études, elles montrent que les risques dans les zones de conflit et d'insécurité ne sont pas monolithiques et que la recherche doit tenir compte des spécificités locales, des exigences des études particulières et du parcours du chercheur. Soumaïla Oulalé complète les contributions de ses collègues en interrogeant la position, les responsabilités et les défis d'une université située dans une zone de conflit.

⁴Deux présentations pertinentes ne sont pas incluses ici : celle de Dida Badi qui a présenté *L'acte de la recherche en zones de conflit par un chercheur local : Le cas des espaces frontaliers algéro-maliens*, sur la base de ses recherches en cours dans la région de Kidal ; et celle Boubacar Togola avec co-auteur Moussa dit Martin Tessougué : *Réorientation des recherches suite à la crise politico-sécuritaire de 2012 au Mali. Cas de la thèse de doctorat de M. Boubacar TOGOLA intitulée « artisanat des cuirs et peaux de Djenné (Mali) : environnement, techniques de fabrication et de décoration »*.

Abdou Bontianti s'interroge sur le degré de risque qu'un chercheur peut prendre en s'aventurant dans une zone dangereuse et, une fois sur place, sur la manière d'obtenir les informations nécessaires sans s'exposer, lui et son équipe, à un risque trop important. Dans ce contexte, il présente des études réalisées dans la région de Diffa, à l'est du Niger, et à Ayorou (région de Tillabéri, à l'ouest), montrant comment les stratégies de recherche ont été adaptées aux spécificités des lieux, les risques rencontrés et les résultats des études. Sa description vivante du voyage de recherche à Diffa rend les risques palpables.

Fatoumata Camara explique comment elle a réorienté ses recherches en réponse non seulement à l'insécurité résultant de la menace djihadiste mais aussi face aux défis des tensions et de la violence intercommunautaires. Son identité de fille du terroir et d'universitaire lui a permis de planifier et de mener l'étude avec une connaissance intime des complexités sociales locales et a facilité les entretiens avec les citoyens locaux ainsi qu'avec les administrateurs et les professionnels.

Aly Tounkara examine les sources de conflit dans le centre du Mali pour éclairer la façon dont l'extrémisme violent a pu prendre racine et persister dans la région. Au centre de celui-ci se trouvent les tensions intercommunautaires évoquées par Camara et également référencées comme un sujet de recherche urgent par Haidara et Tounkara. En analysant les tensions entre les communautés ethniques par rapport aux hiérarchies sociales entre et au sein de ces communautés et la façon dont elles interagissent avec les facteurs sociopolitiques, il est en mesure de montrer la complexité de la restauration de la paix au Mali central.

Soumaïla Oulalé met l'accent sur l'Université de Ségou, dont l'ouverture a coïncidé avec le début du conflit armé au Mali. Compte tenu de sa situation géographique au centre du Mali, il demande dans quelle mesure l'institution a contribué à la compréhension de la crise, de son impact sur la région du même nom ainsi que sur celle voisine de Mopti, et à l'élaboration de solutions. Le bilan de son examen détaillé est sombre. Par conséquent, il lance un défi à l'institution, ses chercheurs, ainsi qu'à l'État, en les exhortant à agir, notant que cela nécessite un changement épistémologique. La contribution d'Aly Tounkara à ce numéro spécial devrait soutenir un argument convaincant en faveur de la conclusion de M. Oulalé.

La table ronde dont les textes des interventions sont recueillis dans ce numéro, s'est tenue au troisième jour du colloque, autour du thème : « *Impact de la crise politico sécuritaire sur les recherches en sciences sociales au Mali : Retours d'expériences et stratégies de résilience* », et a réuni un panel composé de Doulaye Konate (modérateur) ; Balla Diarra (panéliste) ; Amadou Kéïta (panéliste) ; Baba Coulibaly (panéliste) ; et Daouda Kéïta (panéliste). Pour des contraintes diverses, tous les textes des différents panélistes n'ont pas pu être rassemblés ici. Les contributions incluses ici examinent l'impact de l'insécurité sur la production des savoirs dans les sciences humaines et sociales et ses implications pour l'éducation et la formation de la prochaine génération de chercheurs.

Dans sa contribution, **Baba Coulibaly** explique comment le contexte d'insécurité a eu des conséquences sur le programme pluriannuel de recherche mis en place par l'ISH sur les mutations sociales dans certaines zones de l'Office du Niger. Nombreux sont les programmes de recherche qui ont été contraint à l'abandon depuis l'éclatement de la crise sécuritaire de 2012. Ici l'auteur revient sur les nouvelles adaptations, stratégies, et modes d'intervention mises en place afin de contourner le facteur d'insécurité sur le terrain de l'Office du Niger reconnu comme étant marqué par l'insécurité. Ces nouvelles stratégies vont de la redéfinition du terrain, et prennent appui à la fois sur le personnel de l'Office du Niger ainsi que sur les populations locales.

La contribution de **Balla Diarra** se focalise sur les conséquences de l'inaccessibilité du terrain – du fait de l'insécurité – sur les recherches doctorales. Ces conséquences sont de diverses ordres et ont à la fois des impacts sur le temps et sur le financement des doctorants ; le résultat pouvant être un changement de terrain et/ou un infléchissement de la thématique de recherche, toutes choses pouvant négativement peser sur l'activité de recherche doctorale.

Amadou Kéïta, pour sa part, procède de ses expériences de terrain personnelles menées au nord du Mali, en tant que membre du Groupe d'Etude et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué (GERSDA). Sa contribution se focalise sur les défis d'ordre épistémologique soulevés par la crise sécuritaire et son corollaire d'inaccessibilité du terrain et qui appellent les juristes à repenser la portée du domaine du droit et la manière dont il est enseigné, ainsi que les avantages à tirer d'une collaboration avec des chercheurs d'autres disciplines.

Le constat que nous pouvons faire des différentes contributions ci-dessus introduites, est que tous les auteurs de ce numéro spécial semblent convenir, directement ou indirectement, que la recherche de terrain reste essentielle (voire indispensable dans certains cas), pour garantir la crédibilité des connaissances générées par les chercheurs en sciences sociales et humaines.

Les conversations autour de l'adaptation et du développement de méthodologies de recherche dans les zones de conflit ainsi que les discussions sur les questions épistémologiques et éthiques qui y sont liées, entamées dans ce forum et en dehors de celui-ci, mériteraient de se poursuivre. Parmi les nouvelles questions qui devront utilement faire partie de ces discussions figurent : l'utilisation des technologies numériques en tant que substitution du terrain ; et également les aspects du terrain qu'elles ne peuvent remplacer.

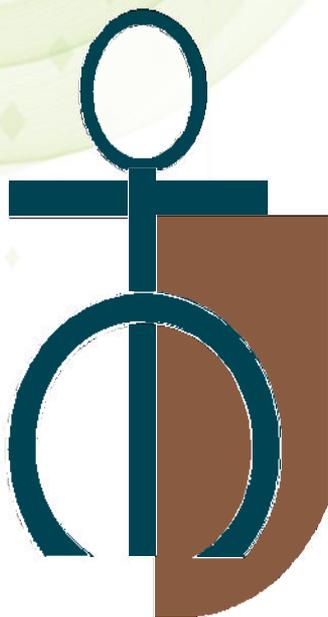
Contrairement aux chercheurs du Nord qui ont plus de latitude pour éviter les zones de conflit en déplaçant leurs recherches ailleurs, les chercheurs en sciences sociales et humaines des pays et régions touchés ont des options plus limitées, de sorte que les questions épistémologiques, méthodologiques et émotionnelles sont plus urgentes pour eux.

Ils ont également une plus grande responsabilité civique et morale de contribuer à la solution et à la prévention des conflits par le biais de leurs recherches. À cela s'ajoute la nécessité et la responsabilité d'éduquer et de former la prochaine génération de chercheurs, un problème évoqué par le recteur Balla Diarra dans sa contribution à la table ronde. L'atelier sur les méthodes destiné aux doctorants et aux jeunes chercheurs, qui s'est tenu à la fin du colloque, a constitué un petit pas en les aidant à se préparer à la recherche dans des zones à risque, mais son impact sera limité s'ils n'ont pas des mentors et des financements pour les accompagner dans leurs recherches.

L'appel lancé aux chercheurs par le directeur de l'ISH, Baba Coulibaly, à la fin de sa conférence plénière mérite d'être réitéré en tant que conclusion du symposium :

... il est important que les chercheurs, les pouvoirs publics et les communautés trouvent un terrain d'entente pour rendre toujours possible le terrain de la recherche. Ils doivent trouver les voies et moyens pour récupérer les terrains perdus, pour préserver les terrains non encore perdus. Malgré les multiples obstacles, les chercheurs doivent résister ; car sans terrain, pas de données et sans données, pas de résultats encore moins de valorisation de résultats de la recherche, notamment en sciences humaines et sociales.

Maria Grosz-Ngaté et Boubacar Haidara



ISH



ISSN 0378-2034

Imp. LINO • Tél: 20 22 49 01 - www.imprimerielino.com